

Convention collective nationale

**IDCC : 11. – PORTS AUTONOMES MARITIMES
ET CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE CONCESSIONNAIRES
DANS LES PORTS MARITIMES DE COMMERCE ET DE PÊCHE
(17 juillet 1947)**

**PROTOCOLE D'ACCORD DU 24 OCTOBRE 2007
PORTANT RÉVISION DES DISPOSITIONS DE PRÉVOYANCE**

NOR : *ASET0850344M*

IDCC : 11

Entre :

L'union des ports autonomes et des chambres de commerce et d'industrie maritimes,

D'une part, et

La fédération nationale des ports et docks CGT ;

La fédération générale des transports et de l'équipement CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent accord concrétise les dispositions de prévoyance énoncées dans l'accord paritaire conclu le 22 juin 2007 pour les personnels non cadres. Il confirme l'objectif de gérer les garanties de prévoyance en question hors de l'institution de retraite. Il constitue un des volets du plan global de réforme des dispositifs portés par la CRP et doit être complété, en matière de retraite, par :

- la mise en place d'un régime fermé à prestation définie se substituant au régime « chapeau » pour les droits acquis ;
- la mise en place d'un nouveau régime à cotisation définie pour les droits futurs.

Les garanties de prévoyance actuellement servies par la CRP ont fait l'objet d'une consultation à partir d'un cahier des charges établi sur la base du document joint en annexe à l'accord du 25 janvier 2007.

Le contenu de cet accord de prévoyance a vocation à se substituer à l'ensemble des dispositions de prévoyance contenues dans la convention collective et ses annexes, notamment l'annexe II formant le règlement de retraite. Les signataires du présent accord ont décidé la désignation d'un organisme assureur et la mutualisation des risques couverts dans l'intérêt des parties.

L'analyse des résultats permet de définir, au jour du présent accord, les garanties retenues, l'organisme d'assurance devant porter le contrat, la répartition des cotisations entre salariés et employeurs, ainsi que les modalités d'adhésion obligatoire des établissements à ce contrat.

Article 1^{er}

Champ d'application. – Objet

Le présent accord s'applique au personnel non cadre.

Il a pour objet l'adhésion obligatoire à un contrat de couverture collective prévoyance dont bénéficiera le personnel relevant de cet accord à compter du 1^{er} janvier 2008.

Article 2

Cadre juridique

Conformément à l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale, les parties signataires devront, dans un délai qui ne pourra excéder 5 ans à compter de la date d'effet de la présente convention, réexaminer le choix de l'organisme assureur retenu. A cet effet, elles se réuniront 6 mois avant l'échéance à l'initiative de la partie la plus diligente. Ces dispositions n'interdisent pas, avant cette date, la modification ou la résiliation d'un commun accord du contrat de garanties collectives de la présente convention, conformément aux articles L. 132-6 et L. 132-7 du code du travail.

Article 3

Caractère obligatoire

L'adhésion des salariés des établissements définis à l'article 5 est obligatoire. Elle s'impose donc dans les relations individuelles de travail et les salariés concernés ne pourront s'opposer au précompte de leur quote-part de cotisations.

Article 4

Garanties retenues

Un descriptif des garanties figure en annexe à titre provisoire au présent accord. Ce descriptif des garanties sera remplacé par le contrat d'assurance qui constituera, dès sa signature, une annexe du présent accord. Toutefois, en ce qui concerne le contenu des garanties, notamment les conditions d'accès et les formalités à remplir, le présent accord fait un renvoi exprès et direct aux dispositions techniques du contrat d'assurance. Seul ce document fait référence pour l'octroi des garanties souscrites.

Article 5

Désignation de l'assureur et modalités d'adhésion des établissements

Les parties conviennent de retenir, conformément aux conclusions du groupe de travail constitué par le conseil d'administration de la CRP, l'offre de l'institution de prévoyance URPIMMEC du groupe Malakoff, l'ensemble des offres ayant été présentées à la commission retraite du 22 juin 2007.

L'adhésion des établissements de la branche et l'affiliation des salariés de ces établissements auprès de l'organisme désigné ont un caractère obligatoire à compter de la date d'entrée en vigueur du présent accord.

Cependant, compte tenu de la date de signature du présent accord, les parties conviennent que l'adhésion peut être reportée au plus tard le 1^{er} janvier 2009, pour les seuls établissements ne bénéficiant pas de l'ensemble des prestations de prévoyance actuellement servies par la CRP.

Les modalités de mise en œuvre de cette adhésion feront l'objet d'accords avec le groupe Malakoff dans les établissements concernés.

Les personnes bénéficiant, à la signature du présent accord, de prestations de prévoyance continueront à en bénéficier, soit par l'organisme désigné, soit par l'assureur actuel (garanties incapacité).

L'adhésion de chaque établissement au contrat sera formalisée par un avenant individuel au contrat.

Article 6

Taux, assiette, répartition des cotisations

La cotisation est calculée sur la base du salaire brut du salarié (tranche A et tranche B).

Elle est répartie entre l'employeur et le salarié comme suit :

- 57,58 % employeur ;
- 42,42 % salarié,

sauf usages ou accords plus favorables aux salariés.

A la date de mise en vigueur du contrat, la cotisation totale est de 0,76 %.

Les éventuelles évolutions du taux de cotisation seront ventilées au prorata du financement initial employeur et salarié.

La part salariale est précomptée par l'employeur mensuellement sur le bulletin de salaire.

Article 7

Maintien des garanties en cas de changement d'organisme assureur

Conformément à l'article L.912-3 du code de la sécurité sociale, les rentes en cours de service, à la date d'un éventuel changement d'assureur, continueront d'être revalorisées selon les mêmes modalités que celles prévues au contrat précédent.

La revalorisation des bases de calcul des différentes prestations relatives à la garantie décès est au moins égale à celle déterminée par le contrat résilié.

Article 8

Modalité de suivi

Une commission paritaire de suivi sera désignée pour analyser la sinistralité du présent contrat. Cette commission se réunira, *a minima*, une fois par an.

Fait à Paris, le 24 octobre 2007.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Résumé des garanties prévoyance

RISQUE	GARANTIE
Rente conjoint	10 % du salaire annuel brut d'activité ou capital de 50 % du salaire annuel brut d'activité. Jusqu'à date pension de réversion ARRCO du conjoint survivant. Début de la prestation : 1 ^{er} jour du mois suivant le décès du salarié.
Rente éducation	2 % du salaire annuel brut d'activité/orphelin jusqu'à 21 ans ou poursuite études. Viager si orphelin invalide. Début de la prestation : 1 ^{er} jour du mois suivant le décès du salarié.
Incapacité	100 % du salaire annuel net fiscal (sous déduction sécurité sociale). Du 121 ^e jour d'arrêt pendant 975 jours. Le montant cumulé des arrêts de travail indemnisés ne peut excéder 1 095 jours. Cessation à la date de reconnaissance en invalidité ou de liquidation de la pension vieillesse. Risques couverts : assuré reconnu par la sécurité sociale comme atteint d'une des affections mentionnées à l'article D.322-1 du code de la sécurité sociale, repris par l'article 31 de la convention collective. Rémunération annuelle nette fiscale : rémunération brute fiscale déduction faite des cotisations sociales à la charge de l'assuré, des 4 trimestres civils précédant celui au cours duquel s'est produit l'arrêt de travail.
Invalidité	70 % du salaire annuel brut d'activité (sous déduction sécurité sociale). Condition : IPT2 ou IPT3 ou rente d'incapacité du travail, avec une réduction de capacité professionnelle égale ou supérieure à 2/3. Début de la prestation : 1 ^{er} jour du mois qui suit la mise en invalidité. Fin de la prestation : liquidation de la pension vieillesse.